

3 mai 2011 | Le Droit

Les commissions scolaires furieuses contre Québec

Manque à gagner de 110 millions \$ dans leur budget 2011-2012

QUÉBEC — Les commissions scolaires sont furieuses, encore sous le choc d'avoir appris la semaine dernière qu'elles devront absorber un manque à gagner de 110 millions \$, dans leur budget 2011-2012.

Selon elles, il s'agit de compressions inattendues et inacceptables, imposées par Québec en catimini. Et ce sont les élèves et leurs parents qui en feront les frais.

Mais selon la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, les commissions scolaires doivent accepter de se serrer la ceinture, en sabrant dans les dépenses administratives.

Dans un contexte de compressions budgétaires et de lutte au déficit, il est normal, a fait valoir la ministre en entrevue téléphonique, hier, que les commissions scolaires fassent aussi leur part et apprennent à gérer différemment les fonds publics. Loin de diminuer, Mme Beauchamp soutient que le budget des commissions scolaires a augmenté cette année de 345 millions \$, soit quatre pour cent de plus que l'année précédente. Un tel ajout de fonds suffira, selon elle, pour couvrir la croissance annuelle des coûts de système. Le manque à gagner de 110 millions \$ dénoncé par les commissions ne constitue donc pas, à ses yeux, une compression budgétaire, mais bien une majoration moins substantielle des crédits alloués.

« Je serre la vis à un endroit : je leur dis que c'est dans l'administration que vous devrez couper. La lutte à la bureaucratie : c'est là que l'effort doit être fait », a insisté Mme Beauchamp.

Tableaux à l'appui, la ministre et la présidente de la Fédération des commissions scolaires, Josée Bouchard, se sont livrées hier à une véritable guerre de chiffres, quant à la situation budgétaire réelle du réseau scolaire.

Dans l'esprit de la ministre, malgré le manque à gagner anticipé, les commissions scolaires pourront très bien fonctionner avec les budgets alloués, et il n'est surtout pas question d'accepter de les voir couper dans les services aux élèves.

Au contraire, Mme Bouchard estime pour sa part qu'elle n'aura tout simplement pas le choix. « On va voir une diminution de services », assure-t-elle.

Dans ce contexte, des services directs aux élèves seront inévitablement touchés, prévient-elle, citant en exemple la formation professionnelle, les services aux élèves aux prises avec des problèmes de comportement ou des problèmes d'apprentissage.

La Presse Canadienne

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

VEILLE-MÉDIA - LA COMMENTATRICE AMÉRICAINE EN ÉDUCATION DIANE RAVITCH SERA CONFÉRENCIÈRE D'HONNEUR AU SYMPOSIUM DE LA FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS DE L'ONTARIO

TORONTO, le 2 mai /CNW/ - **Diane Ravitch**, auteure de *The Death and Life of the Great American School System: How Testing and Choice Are Undermining Education*, prononcera l'allocution inaugurale du symposium **C421 - Créativité, citoyenneté, communauté, et pensée critique au 21^e siècle**, parrainé par la FEO et ses filiales - l'AEFO, la FEEO, l'OEFTA et la FEÉSO - qui aura lieu les 5 et 6 mai 2011 au centre de congrès du Westin Harbour Castle.

Le symposium réunit des chefs de file en éducation de tous les secteurs du système public - élèves, parents, titulaires de classe, dirigeantes syndicales et dirigeants syndicaux, administratrices et administrateurs scolaires, ainsi que le ministère de l'Éducation - qui examineront la voie à suivre pour l'éducation financée par les fonds publics en Ontario.

Dennis Shirley, coauteur avec Andrew Hargreaves de *The Fourth Way: The Inspiring Future for Educational Change*, et **Tom Wujec**, associé chez Autodesk, chef de file mondial en technologie de conception 2D et 3D, maître à penser reconnu et innovateur primé, seront également conférenciers d'honneur.

PROGRAMME

Le jeudi 5 mai 2011

19 h 00 **Diane Ravitch**

Le vendredi 6 mai 2011

9 h 00 **Dennis Shirley**

11 h 00 - 12 h 00 **Discussion de spécialistes : What research is telling us about where we should be going**

- Mélanie Girard, Université de Hearst
- Diane Farmer, OISE/UT
- Carl James, Université York

Modératrice :

Annie Kidder, directrice générale, People for Education

13 h 30 - 14 h 30 **Tom Wujec**

Renseignements:

Relations avec les médias :

Kathleen Devlin
416.966.3424

FEDERATION DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS DE L'ONTARIO -
Renseignements sur cet organisme



Communiqués de presse

(27)



Archives de photos CNW

© 2011

3 mai 2011 | Le Droit | PHILIPPE ORFALI PHILIPPE ORFALI | porfali@ledroit.com

Galipeau entre dans l'histoire d'Ottawa-Orléans

Ce qui devait être une course extrêmement serrée entre conservateurs et libéraux ne l'a finalement pas été. Royal Galipeau est entré dans l'histoire hier soir en faisant ce qu'aucun candidat conservateur n'avait pu faire avant lui, depuis 1867 : se faire réélire, deux fois plutôt qu'une, dans ce qui était autrefois considéré comme l'une des plus imprenables forteresses libérales du pays.



ÉTIENNE RANGER, LeDroit

Royal Galipeau a célébré sa victoire historique dans Ottawa-Orléans en compagnie de sa femme Anne Pallascio et son fils Paul.

Aux environs de minuit, le décompte officiel donnait une avance de près de plus de 4000 voix à M. Galipeau, soit 44,3 % des votes, loin devant son adversaire libéral, l'avocat David Bertschi, qui récoltait l'appui de 38,1 % des électeurs.

Une salve d'applaudissements a accompagné l'arrivée de M. Galipeau à la Légion d'Orléans, où s'étaient rassemblés ses supporters, bien que celui-ci ait refusé de se déclarer vainqueur avant le dépouillement de la toute dernière boîte de scrutin.

La salle de la Légion semblait bien grande, hier, pour la trentaine de supporters conservateurs qui s'étaient déplacés pour acclamer leur candidat. « Cette victoire vous appartient, leur a-t-il dit. Depuis

des semaines, pendant cette élection qui n'était pas nécessaire, vous nous avez fait connaître les enjeux qui vous préoccupaient, vous avez milité pour les questions qui vous étaient chères. Vous nous avez dit que vous vouliez un gouvernement près des familles, un gouvernement qui allait prendre soin de l'économie », a déclaré M. Galipeau.

« Le ciel est bleu, ne l'oublions pas. »

M. Bertschi a concédé la victoire à son adversaire peu après 23 h 30, alors que Royal Galipeau détenait une avance confortable.

« Ce n'est pas le résultat auquel on s'attendait, et je suis sincèrement désolé pour ça. Quel tour de manège incroyable. Je vous remercie de votre appui indéfectible. Mes sincères félicitations à M. Galipeau », a déclaré M. Bertschi, qui avait donné rendez-vous à ses partisans au Centre des arts Shenkman.

Bertschi

Il s'agit d'une défaite crève-cœur pour David Bertschi, qui, depuis sa sélection comme candidat libéral en 2009, avait sillonné d'un bout à l'autre la circonscription, dénonçant l'inaction de son adversaire et le peu d'empressement de celui-ci à faire profiter la circonscription de la manne du gouvernement fédéral.

Alors que M. Bertschi a multiplié au cours des six dernières semaines les activités publiques et les événements médiatiques, M. Galipeau a mené une campagne des plus discrètes, selon l'aveu même de son équipe, préférant s'entretenir directement avec les électeurs plutôt que de participer aux nombreux débats qui avaient été planifiés par divers organismes actifs à Orléans.

De son côté, la candidate du Nouveau Parti démocratique, Martine Cénatus, absente de la circonscription pendant la durée de la période électorale, a tout de même récolté 14,6 % des votes, un score important pour cette division électorale, où le NPD n'a jamais compté beaucoup d'appui.

Le candidat du Parti vert Paul Maillet a pour sa part obtenu 2,8 % des votes, contre 6,3 % en 2008.



Il s'agit d'une majorité semblable à celle du dernier scrutin, pour M. Galipeau, qui avait été élu avec une avance de plus de 4000 voix sur son opposant libéral, l'ex-député fédéral Marc Godbout. M. Galipeau avait causé une surprise de taille en 2006 en mettant fin à 18 ans de règne libéral dans Ottawa-Orléans, en défaisant le député Marc Godbout par 2 % des voix.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

3 mai 2011 | Le Droit | JOËL-JOËL-DENISDENISBELLAVANCE BELLAVANCE | LaLaPresse Presse

Victoire écrasante des conservateurs

Le Bloc québécois et le Parti libéral évincés par les néo-démocrates

Le Parti conservateur de Stephen Harper a réussi, après trois tentatives, à remporter une majorité hier aux élections fédérales qui ont marqué une ascension fulgurante du NPD et l'effondrement total du Bloc québécois. Le Parti libéral a aussi encaissé la pire défaite de son histoire.

Au moment de mettre sous presse, le Parti conservateur avait remporté la victoire ou était en avance dans 165 circonscriptions, et le NPD avait remporté la victoire ou était en avance dans 105 circonscriptions. Le Parti libéral était réduit à 34 sièges. Le Bloc, presque anéanti, n'avait remporté que trois sièges. Du coup, le Bloc perd son statut de parti reconnu à la Chambre des communes (minimum de 12 sièges).

Les Canadiens se donnent donc un premier gouvernement majoritaire depuis les élections de 2000 et après avoir opté pour trois gouvernements minoritaires de suite en sept ans.

Le NPD a fait des gains substantiels au Québec aux dépens du Bloc québécois, qui a encaissé une cinglante défaite. Pour la première fois depuis 1993, les électeurs ont tourné le dos massivement au Bloc québécois pour appuyer les troupes de Jack Layton, qui deviendra le chef de l'opposition officielle.

Même le chef bloquiste Gilles Duceppe a été rejeté par les électeurs de Laurier – Saint-Marie, qui ont choisi la néo-démocrate Hélène Laverdière. Le chef du Parti libéral, Michael Ignatieff, a aussi été battu dans sa circonscription d'Etobicoke Centre, défait par le conservateur Bernard Trottier.

Au Québec, le NPD a fait le plein de votes, comme le prévoient les sondages, en remportant la victoire ou en étant en avance dans 60 circonscriptions. Le Parti conservateur n'avait plus que six sièges et le Parti libéral, cinq. Le Bloc québécois arrivait loin derrière avec trois sièges seulement au moment de mettre sous presse.

Le pire résultat obtenu par le Bloc québécois était de 38 % des suffrages en 1997 et en 2008. Mais la division du vote fédéraliste avait permis au parti souverainiste de récolter 44 sièges et 47 sièges respectivement lors de ces deux scrutins.

La ministre des Affaires intergouvernementales, Josée Verner, était en difficulté au moment de mettre sous presse. Le ministre des Anciens Combattants, Jean-Pierre Blackburn, a aussi été emporté par la vague orange, défait par le syndicaliste Claude Patry.

Le Québec sera donc fortement sous-représenté dans le gouvernement Harper, réélu pour un mandat de quatre ans. Stephen Harper devra trouver un moyen d'assurer une représentation adéquate du Québec au Conseil des ministres en nommant des sénateurs ou en tendant une perche à l'un des cinq députés libéraux élus de la province.

Dans les provinces atlantiques, qui comptent 32 sièges en tout à la Chambre des communes, tous les ministres conservateurs ont été facilement réélus, dont le ministre de la Défense, Peter MacKay. Les conservateurs ont réussi à arracher trois sièges aux libéraux dans cette région du pays, dont celui de Madawaska-Restigouche, au Nouveau-Brunswick, où l'ancien ministre dans le gouvernement Mulroney, Bernard Valcourt, s'est mérité la victoire.

Les stratèges libéraux étaient convaincus, en provoquant des élections fédérales au printemps, de pouvoir faire des gains et empêcher les conservateurs de Stephen Harper d'obtenir la majorité qui leur échappait depuis 2006.

De toute évidence, ils ont perdu leur pari et encaissé un revers historique. Les libéraux devront maintenant entreprendre une difficile reconstruction qui pourrait prendre quelques années. Certains observateurs estiment que le Parti libéral n'aura pas le choix de se fusionner avec le NPD pour espérer reprendre le pouvoir au jour.

Fin du règne minoritaire

Un parti doit remporter au moins 155 sièges à la Chambre des communes afin de former un gouvernement majoritaire. Les Canadiens ont élu un gouvernement minoritaire en 2004, en 2006 et en 2008. Il s'agit de la plus longue période de gouvernement minoritaire dans l'histoire du pays.

À la dissolution du Parlement, le 26 mars, le Parti conservateur détenait 143 sièges, le Parti libéral, 77, le Bloc québécois, 47 et le NPD, 36. Il y avait deux députés indépendants, André Arthur et Helena Guergis, et trois sièges vacants.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

3 mai 2011 | Le Droit | MATHIEU BÉLANGER mabelanger@ledroit.com

Le raz-de-marée orange se concrétise

Le NPD cartonne en Outaouais, délogeant même le conservateur Lawrence Cannon

La vague orange s'est transformée en tsunami emportant tout sur son passage, hier, en Outaouais et au Québec. Même le numéro deux du gouvernement conservateur, Lawrence Cannon, y est passé dans Pontiac, défait par Mathieu Ravnigat, un inconnu littéralement porté par la ferveur néo-démocrate.



SIMON SÉGUIN-BERTRAND, LeDroit

La grosse machine à faire sortir le vote des libéraux, des conservateurs et des bloquistes n'aura finalement été d'aucun secours. Les électeurs de l'Outaouais, comme la majorité des Québécois ont tourné le dos aux « vieux partis » et sorti du paysage politique le Bloc québécois, pourtant majoritaire au Québec depuis sa fondation en 1993. Jamais le Bloc n'avait recueilli moins de 37 sièges. Aujourd'hui, il n'a même plus le statut de parti officiel.

Les premiers signaux d'alarme face à une déconfiture possible des conservateurs dans Pontiac ont fait surface mercredi dernier. Lawrence Cannon, qui avait lancé sa campagne tardivement et qui avait

dû s'absenter de son comté pendant une semaine pour remplir ses responsabilités de ministre des Affaires étrangères, avait alors affirmé que les gens de sa circonscription comprennent le rôle qu'il devait jouer au sein du gouvernement Harper et qu'il ne lui en tiendrait pas rigueur.

Une forteresse tombe

Même la forteresse libérale presque centenaire de Hull-Aylmer, détenue par Marcel Proulx depuis 1999, est tombée aux mains de la néo-démocrate et ancienne présidente de l'Alliance de la fonction publique du Canada, Nycole Turmel. Ce changement de garde est doublement historique. Jamais les électeurs de cette circonscription n'avaient voté pour autre chose que le rouge libéral. Mme Turmel devient du même coup la première femme à représenter Hull-Aylmer à la Chambre des communes.

Le Nouveau Parti démocratique (NPD) a aussi facilement enlevé le comté de Gatineau au Bloc québécois et son député sortant, Richard Nadeau, en faisant élire leur candidate vedette, Françoise Boivin. Celle qui avait arraché une courte victoire au même Richard Nadeau en 2006 et passée à un cheveu de la victoire en 2008 effectue donc un retour sur la scène fédérale, mais cette fois grâce à une écrasante majorité de 62 % des voix et drapée de l'orange néo-démocrate.

C'est dans Gatineau que les premiers signes d'une éclatante victoire du NPD lors du scrutin au Québec sont apparus. La popularité de Françoise Boivin s'est mise à grimper en flèche dans les heures suivant des allégations de favoritisme contre elle du temps qu'elle était députée libérale. La ferveur néodémocrate n'a jamais diminué par la suite, faisant même boule de neige ailleurs au Québec.

Dans Argenteuil-Papineau-Mirabel, même le bloquiste Mario Laframboise, qui n'avait jamais été mis en danger depuis 11 ans comme député, n'a pu agir comme rempart contre l'assaut néo-démocrate. Lui qui gagnait habituellement ses élections avec des majorités frisant les 50 % a été défait facilement par Mylène Freeman, une jeune femme qui avait travaillé à la campagne de Thomas Mulcair en 2008 et qui s'était présentée comme conseillère municipale à la mairie de Montréal en 2009.

Autre histoire à Ottawa

Dans la capitale nationale, c'est le beau fixe. Le raz-de-marée néo-démocrate qui a déferlé sur le Québec s'est arrêté sur les rives de la rivière des Outaouais. Tous les députés sortants seront de retour au Parlement.



En faisant très majoritairement confiance au NPD pour les représenter à Ottawa, les électeurs de l'Outaouais se sont donné des députés qui devraient obtenir des postes clés au sein de l'opposition officielle de Jack Layton. Ce dernier avait qualifié Nycole Turmel et Françoise Boivin de « ministrables », au lendemain du débat des chefs. Toutefois, en tournant le dos au seul élu conservateur, la région s'est fermée la porte du cabinet de Stephen Harper qui aura la destinée du pays entre les mains pour au moins les quatre prochaines années.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

3 mai 2011 | Le Droit | PHILIPPEPHILIPPE ORFALI

Des électeurs de la région cibles de canulars

porfali@porfali@ledroit.ledroit.com com

Alors que des millions de Canadiens se dirigeaient vers les urnes, hier, des centaines d'entre eux, dont plusieurs dans les circonscriptions d'Ottawa-Orléans et d'Ottawa-Ouest-Nepean, ont reçu des appels leur indiquant – faussement – que leur bureau de scrutin avait changé d'endroit.



La Presse Canadienne

Des centaines citoyens ont reçu des appels leur disant – faussement – que leur bureau de scrutin avait changé d'adresse, hier.

La nouvelle a été confirmée au Droit par une représentante d'Élections Canada. « Ces appels nous inquiètent. Il s'agit d'appels informatisés frauduleux où des gens prétendaient être des représentants d'Élections Canada et (disaient) que les bureaux de vote avaient été relocalisés. Or, c'est tout à fait faux », a indiqué Francine Bastien, porte-parole d'Élections Canada.

« Nous pouvons confirmer que la région d'Ottawa a été touchée par plusieurs appels de ce genre, bien que nous n'ayons pas de chiffres précis, car ce ne sont pas tous les électeurs qui nous rapportent ce genre d'appel. C'est un balayage de canulars téléphoniques à l'échelle du pays et la capitale n'a malheureusement pas été épargnée. »

Les premiers appels auraient été reçus dès l'ouverture des bureaux de scrutin. Une dizaine d'électeurs d'Ottawa-Orléans ont ensuite transmis cette information au candidat libéral de l'endroit, David Bertschi.

Plus précisément, des résidents des quartiers Avallon et Fallis Brook d'Orléans auraient reçu des appels affirmant que leur lieu de vote, à l'école secondaire publique Béatrice-Desloges ne serait pas ouvert aujourd'hui, et de se diriger à un autre endroit.

M. Bertschi s'est dit « troublé » par ces appels, sans toutefois jeter le blâme sur son adversaire conservateur Royal Galipeau.

Des appels semblables auraient également été logés chez des supporters libéraux

d'Ottawa-Ouest-Nepean.

Pas d'enquête possible

Aucune enquête au sujet de ces appels n'était possible hier en raison de la tenue des 41e élections générales, selon Elections Canada. Une plainte doit être déposée par un électeur auprès du Commissaire aux élections fédérales, qui enquêtera par la suite. Mais ce processus pourrait prendre des mois.

Il est crucial de savoir qu'Élections Canada ne communiquera jamais avec l'électeur par téléphone, dit Mme Bastien. « Les gens doivent se fier à l'information inscrite sur leur carte d'électeur, et en cas de doute consulter www.elections.ca ou appeler le 1-800-463-6868. Il s'agit de la seule information fiable. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

3 mai 2011 | Le Droit | JUSTINEJUSTINEMERCIER MERCIER

« LA POPULATION ICI EST MARQUÉE »

Maxime Brière constate aujourd'hui que le 11 septembre 2001 vu du Canada n'a rien à voir avec le 11 septembre 2001 vu de New York.

Étudiante en théâtre originaire de Casselman, dans l'Est ontarien, Mme Brière demeure à New York depuis maintenant près de deux ans. Hier, au lendemain de l'annonce de la mort d'Oussama ben Laden, la jeune femme a rapidement senti le soulagement des Américains. L'attaque ayant mené à l'assassinat du chef d'alQaïda est évidemment sur toutes les lèvres dans la Grosse Pomme. « Il y a une solidarité qui est de retour, souligne-t-elle. Il y a plusieurs milliers de personnes qui se sont rencontrées à Times Square, et ça criait USA, USA. »

La perception que Maxime Brière avait des attentats du 11 septembre 2001 a changé depuis qu'elle vit à New York. « La population ici est marquée. J'étais à Times Square quand il y a eu une alerte à la bombe dans une voiture l'année passée, et c'était facile de voir la distinction entre un touriste et un Américain. Ici, aussitôt qu'il y a quelque chose qui va mal avec les métros ou d'autres choses du genre, les gens paniquent. »

Maintenant soulagés de savoir que leur ennemi numéro un est mort, les Américains doivent vivre avec la crainte de représailles. Maxime Brière ne se dit pas inquiète, même si elle fréquente chaque jour le centre-ville de New York. Mais pour les Américains qui ont vécu sur place l'horreur des attentats du 11 septembre, « cette peur-là est toujours ici », croit-elle.

Voyages à l'étranger

À l'Aéroport international d'Ottawa, on renvoyait la balle à Transports Canada pour toutes les questions touchant les mesures de sécurité à la suite de l'annonce du décès d'Oussama ben Laden. « Transports Canada reçoit régulièrement de l'information et l'évalue, puis prend les moyens appropriés pour protéger le public et l'infrastructure de transport essentielle », a-t-on indiqué du côté des relations médias, ajoutant que Transports Canada « ne peut divulguer les détails relatifs aux opérations en matière de sûreté ».

Le ministère des Affaires étrangères a pour sa part publié un avis à l'intention des ressortissants canadiens. « Les Canadiens qui résident ou qui se rendent dans des régions où des violences anti-occidentales pourraient avoir lieu doivent faire preuve d'une grande prudence et surveiller les bulletins de nouvelles locales, souligne un communiqué émis par le ministère. Il convient aussi d'éviter les rassemblements publics et les manifestations, et de se tenir à l'écart des endroits où ils pourraient avoir lieu, car ils pourraient devenir violents sans préavis. »

Le gouvernement canadien recommande aux citoyens devant se rendre à l'étranger de s'inscrire auprès du Service d'inscription des Canadiens à l'étranger, à l'adresse www.voyage.gc.ca. Les internautes peuvent aussi y consulter le niveau de risque établi pour chaque pays.

Devant l'ambassade américaine, à Ottawa, c'était le calme plat, hier. Les responsables des relations avec les médias de l'ambassade n'ont pas voulu dire si les mesures de sécurité avaient été renforcées autour de l'édifice de la promenade Sussex. Sur son site Internet, l'ambassade a publié un avis d'alerte pour les voyageurs américains, émis la veille par Washington. Le département d'État américain y invite les ressortissants américains se trouvant dans des zones où les « récents événements pourraient causer de la violence anti-américaine » à limiter leurs déplacements à l'extérieur de leur maison ou leur hôtel.

Cette alerte est en vigueur jusqu'au 1er août prochain, précise l'avis.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

3 mai 2011 | Le Droit | RICHARDRICHARDHÉTU HÉTU | LaLaPresse Presse

« UN GRAND JOUR POUR L'AMÉRIQUE »

Le temps d'au moins une journée, les États-Unis auront renoué avec le sentiment d'unité qu'ils ont éprouvé au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Le choc, la douleur et la colère de ce jour tragique ont cependant fait place au soulagement, à la joie et à un certain triomphalisme qui s'est traduit dans la nuit de dimanche à hier par des cris et des chants patriotiques devant Ground Zero et la Maison-Blanche ainsi qu'à Times Square.

NEW YORK — Et quelque 12 heures après avoir électrisé son pays et le monde en annonçant la mort d'Oussama ben Laden, Barack Obama est revenu avec une satisfaction évidente sur cet événement, qui marque un tournant dans la lutte contre alQaïda et dans sa présidence.

« Je pense que nous pouvons tous être d'accord pour dire que c'est un grand jour pour l'Amérique. Le monde est plus sûr, c'est un endroit meilleur après la mort d'Oussama ben Laden », a déclaré le président américain, hier midi, lors d'une allocution à la Maison-Blanche.

« Aujourd'hui, il nous est rappelé que, en tant que nation, nous pouvons tout faire quand nous mettons du cœur à l'ouvrage, quand nous travaillons ensemble », a-t-il ajouté.

Les détails sur l'opération qui a mené à la mort du chef d'alQaïda ont également rappelé la nature incertaine de la relation entre les États-Unis et le Pakistan, l'un des pays qui bénéficient le plus de l'aide étrangère américaine.

Réfugié au Pakistan

Oussama ben Laden a été tué dimanche non pas dans une grotte aux confins du Waziristan, mais dans une villa située à un jet de pierre d'une prestigieuse académie militaire à Abbottabad, à une cinquantaine de kilomètres seulement d'Islamabad, capitale du Pakistan. Les services de renseignement américains soupçonnaient depuis le mois d'août dernier que le Saoudien vivait dans ce complexe de trois étages protégé comme une forteresse avec sa famille et celles de deux frères, qui lui servaient de messagers.

Les autorités pakistanaises feront l'objet d'« intenses pressions pour nous prouver qu'elles ignoraient que ben Laden était là », a déclaré le sénateur du Connecticut, Joe Lieberman, lors d'une conférence de presse à Washington.

Chose certaine, le président Obama n'a pas prévenu son homologue pakistanais avant d'autoriser l'opération des Navy Seals (forces spéciales de la marine américaine). Sous l'autorité du directeur de la CIA, Leon Panetta, deux douzaines d'hommes sont arrivés à Abbottabad à bord de deux hélicoptères Black Hawk.

Le commando américain, qui a passé environ 40 minutes sur le sol pakistanais, a tué Oussama ben Laden d'une balle au-dessus de l'oeil gauche. Son fils et les deux messagers ont aussi été abattus, de même que l'une des femmes de Ben Laden. Selon la Maison-Blanche, le chef d'alQaïda s'est servi d'elle « comme bouclier humain ».

Ben Laden était recherché depuis près de 10 ans par les Américains, mais l'opération des Navy Seals a été rendue possible par la traque de l'un de ses messagers. Celui-ci avait été identifié par son nom de guerre par des détenus de Guantanamo, qui l'avaient décrit comme proche de Khaled Cheikh Mohammed, le cerveau des attentats du 11 septembre.

L'homme avait également été présenté comme l'un des messagers en qui ben Laden avait le plus confiance. Les services de renseignement américains ont appris son vrai nom il y a quatre ans et localisé sa résidence en août dernier.

En conférence de presse, le principal conseiller antiterroriste de la Maison-Blanche n'a pas exclu hier que ben Laden ait pu recevoir l'aide des autorités pakistanaises.

« Il est inconcevable que ben Laden n'ait pas bénéficié d'un système de soutien qui lui a permis rester là pendant longtemps », a déclaré John Brennan.

Appuis de ses critiques



Le sentiment d'unité qui a animé les Américains hier s'est étendu à certains des critiques les plus féroces de Barack Obama, dont l'ancien vice-président Dick Cheney, qui a félicité le président Obama « et les membres de son équipe de sécurité nationale », et le représentant républicain de New York, Peter King. « Beaucoup de choses auraient pu mal tourner. Pourtant, le président a eu le courage de lancer l'opération, a-t-il déclaré sur CNN. Il s'agit d'une opération brillamment menée. Je salue le président pour ce succès, l'un des plus importants de l'histoire américaine. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.